



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 17 FÉVRIER 2022

L'an deux mille vingt deux, le dix sept février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

KERLAN Frédéric

Excusés

FLOCH Jean-Bernard (pouvoir à LECLERC Patrick)
BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)
SOUN Véronique (pouvoir à CORRE Michel)
YVINEC Odile (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)

Conseil de Communauté du 17 février 2022
Délibération n°DCC2022_020

Objet	Vote des taux d'impositions 2022
--------------	---

Rapporteur	Frédéric KERLAN
------------	-----------------

Service	Service Commande Publique
---------	---------------------------

Thème	Finances
-------	----------

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La loi de finances pour 2020 a acté la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des ménages français, et prévoit le transfert aux EPCI à fiscalité propre, d'une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Le produit à compenser en 2022 a été estimé à 6,340 M € sur la base de celui perçu l'an passé qui vient d'être arrêté (+ 30 k€ par rapport au produit initial).

Le produit attendu de la fiscalité ménages 2022 (taxes foncières) intègre une revalorisation des bases de 3,4 % soit l'inflation retenue dans le projet de loi finances.

Il est proposé, pour les autres impositions disposant d'un vote de taux, de maintenir pour 2021 les dispositions antérieures.

La taxe foncière sur les propriétés bâties

Cette taxe est due par les propriétaires ou usufruitiers de propriétés bâties. Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année.

Les biens passibles de cette taxe sont les suivants :

- local d'habitation,
- parking,
- sol des bâtiments et terrains formant une dépendance indispensable et immédiate d'une construction,
- bateau utilisé en un point fixe et aménagé pour l'habitation, le commerce ou l'industrie,
- bâtiment commercial, industriel ou professionnel,
- installation industrielle ou commerciale (hangar, atelier, cuve, etc.)
- terrain à usage commercial ou industriel ou utilisé, dans certaines conditions, pour la publicité.

Cette taxe a pour mémoire fait l'objet d'une instauration pour les EPCI dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle en 2011, aucun taux n'était jusqu'alors appliqué par la Communauté.

Le conseil de Communauté a voté son taux actuel de 0,30 % en 2016 et l'a maintenu depuis lors.

Le produit de cette taxe s'est élevé en 2021 à 146 k€, il est proposé d'inscrire 151 k€ au budget 2022.

La taxe foncière sur les propriétés non bâties

Cette taxe est due par les propriétaires ou usufruitiers des propriétés non bâties et s'applique notamment aux :

- terres et serres affectées à une exploitation agricole,
- carrières, mines et tourbières,
- étendues d'eau, marais et marais salants,
- sols des propriétés bâties, bâtiments ruraux, cours et dépendances,
- sols occupés par les chemins de fer,
- voies privées, jardins et parcs etc.

Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année.

Lors de son transfert à la Communauté en 2011, le taux de cette taxe était de 1,82 %, il a été voté à 1,84 % en 2016 et maintenu depuis lors.

Son produit 2021 s'est élevé à 30 k€, il est proposé d'inscrire 32 k€ au BP 2022 du fait de la revalorisation des bases de 3,4 %.

Il est rappelé qu'à ce produit s'ajoute celui généré par la taxe additionnelle sur les propriétés non bâties, laquelle ne fait pas l'objet d'un taux, et dont le produit est de l'ordre de 71 k€.

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

La TEOM finance en partie l'ensemble des dépenses liées à la collecte et l'élimination des déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire.

La Communauté a instauré trois niveaux d'imposition et a ainsi fixé trois taux d'imposition. Ces taux sont votés chaque année, ils n'ont pas été modifiés depuis 2016.

Le taux à 8,10 % est appliqué au seul centre-ville de Landerneau, que l'utilisateur soit desservi par une collecte au porte-à-porte, ou qu'il utilise les colonnes enterrées mises à sa disposition.

Les autres usagers de Landerneau ou des autres communes se voient appliquer le taux pour une tournée hebdomadaire. Cette tournée est alternativement dédiée à la collecte des déchets ménagers résiduels et des produits recyclables. Enfin, certains usagers contraints par un éloignement des points de collecte bénéficient d'une minoration du taux.

La Communauté, comme l'ensemble des collectivités, fait face à une hausse des dépenses, liée principalement à :

- L'augmentation annuelle jusqu'en 2025 des différentes taxes générales sur les activités polluantes (TGAP) sur l'incinération et l'enfouissement des déchets. Cette hausse est de 12 €/t sur l'incinération (qui passe de 3 à 15€/t) et une hausse de 48 €/t (qui passe de 17 à 65€/T) sur l'enfouissement entre 2019 et 2025.

- La très forte augmentation du coût de traitement des encombrants en lien avec la hausse de la TGAP sur l'enfouissement, ainsi que du coût de tri en Centre de Tri des encombrants. Pour 2022, le coût va augmenter d'environ 40% (165 €HT/T à 230 €HT/T, marché en cours de relance), représentant pour notre collectivité une augmentation en 2022 de 270 000 €/an ;

- La hausse des tonnages en déchetteries : l'augmentation du tonnage des déchets collectés impacte plus ou moins significativement à la hausse leur coût de traitement selon leur nature : végétaux, encombrants, bois, gravats ...

Parallèlement à cette hausse des dépenses, les recettes sont en baisse depuis plusieurs années au niveau de la revente des matériaux en raison de l'effondrement des cours.

En 2020, la TEOM couvrait 59% du coût total du service déchets.

Compte-tenu de l'augmentation significative du coût du service estimé en 2022 (+ 270 000 € minimum), la question de l'augmentation des taux de la TEOM se pose légitimement afin de ne pas peser démesurément sur le budget général.

Le produit attendu pour 2022, dans l'attente de la notification des bases, est estimé à 3 740 000 € et prend en compte l'évolution des bases de 3,4 % et une augmentation des taux proposée de 10 %.

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

La CFE a été instaurée à la suite de la réforme de la taxe professionnelle en 2011. Son taux initial était fixé à 23,72 % et il a été amené à évoluer une fois en 2016 pour atteindre 24,19 %. Ce taux doit être voté chaque année.

Le taux de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est appliqué sur la base de la valeur foncière des biens mis à disposition de l'entreprise pour l'exercice de son activité. Il s'agit d'une valeur locative calculée en fonction d'une grille tarifaire, dans laquelle sont classés les locaux à usage professionnel ou commercial, en fonction de leur nature ou leur destination.

Chaque année, la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels actualise les valeurs de cette grille tarifaire.

En l'absence ou en cas de base de CFE faible, une base minimum d'imposition est appliquée, selon le chiffre d'affaires ou les recettes générées par le contribuable. Les seuils de ces bases minimum et l'évolution des tranches supérieures ont été votés lors du conseil du 29 septembre 2017.

Le produit de la CFE 2021 s'est élevé à 2,973 M €, il est proposé d'inscrire 3,122 M €, soit une augmentation de 5 % intégrant la revalorisation de 3,4 % des bases.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article 16 de la loi de finances pour 2020 actant la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des ménages français,
Vu les autres taux d'imposition votés chaque année depuis 2016,
Vu les dispositions encadrant l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties,
Vu les conditions de collecte des déchets sur le territoire de la Communauté,
Vu le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères attendu pour 2021,
Vu les dispositions encadrant l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
Vu les dispositions encadrant l'imposition à la Cotisation foncière des entreprises,
Vu le débat d'orientation budgétaire organisé le 11 décembre dernier,
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 4 février 2022
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 1 février 2022
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 25 janvier 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,30 % pour 2022.

Article 2 : décide de maintenir les conditions d'application des taux de TEOM et la notion de tournée,

Article 3 : vote l'augmentation des taux de TEOM tels que présentés ci-dessous :

Fréquence hebdomadaire et éloignement	Taux 2021	Taux 2022
1 tournée > 200 m	6,28 %	6,91 %
1 tournée	6,99 %	7,69 %
2 tournées	8,10 %	8,91 %

Article 4 : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,84 % pour 2022.

Article 5 : vote le maintien du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,19 % pour 2022.